



# TEXTE ACTION

**F.S.U.**

Le congrès de la FSU fait le constat d'un approfondissement de la crise sociale, politique, économique et écologique, en France comme partout dans le monde. Rouleau compresseur du libéralisme, montée des nationalismes et des gouvernements autoritaires se poursuivent. Dans ce contexte, la FSU salue le courage avec lequel les peuples, en particulier ceux du Chili, d'Irak, d'Algérie ou de Hong Kong luttent pour leurs droits et leurs libertés démocratiques.

Les déclarations sur l'urgence climatique ne sont toujours pas traduites par des mesures contraignantes. Ainsi, la Cop de Madrid a essentiellement fait le constat que les engagements pris à Paris par les Etats ne sont pas respectés. Pourtant, les dernières études scientifiques montrent que le réchauffement climatique s'accélère et qu'il se situera dans les fourchettes hautes annoncées. Les mêmes constats de dégradation sont faits sur la biodiversité. La FSU dénonce l'aveuglement des dirigeants et leur lâcheté face aux diktats du libéralisme économique. Elle appelle les gouvernements à prendre la mesure de la gravité de la situation par des mesures immédiates et de long terme pour organiser la transition écologique indispensable à la survie de l'espèce humaine. La FSU poursuit son engagement dans toutes les mobilisations organisées à cet effet.

Le congrès de la FSU s'est tenu dans un contexte social marqué par le **mouvement pour la défense des retraites**. La FSU se félicite de la force de la mobilisation, en particulier celles des 5 et 10 décembre. Le gouvernement maintient son choix d'une retraite « universelle » par points qui lèsera tout le monde et joue la division entre les catégories et les générations. La réforme serait en outre particulièrement défavorable aux femmes. Le gouvernement refuse d'entendre les revendications et la colère exprimée massivement depuis plusieurs jours dans les grèves et manifestations avec le soutien de l'opinion. La FSU appelle à amplifier la mobilisation pour rejeter ce projet et à l'inscrire dans la durée pour obtenir une toute autre réforme des retraites. Cela doit permettre aussi d'être à l'offensive pour promouvoir une Fonction publique de carrière dont le calcul de la pension sur les 6 derniers mois est le corollaire. Elle demande l'ouverture de discussions spécifiques à la Fonction publique et y portera ses propositions.

**La réforme des retraites** met en lumière la grande disparité des régimes indemnitaires et la faiblesse des rémunérations en particulier en début de carrière dans la plupart des catégories et cadres d'emploi. A l'Education Nationale, le gouvernement a fait, sous la pression du mouvement, des promesses sur des compensations salariales, dans le cadre de sa réforme des retraites, censées rassurer. Elles sont peu tangibles et laissent présager une dénaturation des métiers, l'augmentation de la charge et du temps de travail ainsi qu'une multiplication de primes différenciées à la main des hiérarchies.

Il est urgent et nécessaire de mettre un coup d'arrêt aux attaques contre notre modèle social.

Réforme des retraites, urgence climatique, effondrement de la biodiversité et attaques contre le modèle social, les victimes sont toujours les mêmes : les générations futures.

L'immolation par le feu d'un étudiant à Lyon est venue révéler de manière dramatique la précarité de la **jeunesse** et la responsabilité des choix gouvernementaux dans cette situation. La FSU soutient les mobilisations des jeunes contre la précarité et se prononce pour un vaste plan d'investissement pour la jeunesse qui permette de résorber les fractures sociales et d'investir dans l'éducation pour élever le niveau de sa qualification.

Plus que jamais la FSU défend le service public, elle réaffirme que le lien entre Éducation, Formation, Recherche, Orientation, Emploi, Insertion et Culture est primordial. Dans le champ de l'Éducation, la politique suivie et sa traduction budgétaire continue de susciter le rejet des personnels. Il s'agit d'un abandon de l'objectif de démocratisation au profit d'une école de la sélection (réforme du lycée, de l'enseignement professionnel, Parcoursup, évaluations nationales standardisées, mesures Éducation prioritaire, emploi, formation, effectifs...). La FSU s'oppose à la réforme de la formation des enseignant-es. Elle soutient les personnels mobilisés contre la réforme du baccalauréat et exige l'annulation des E3C et leur transformation en épreuves nationales en fin d'année. Elle réaffirme le rôle primordial de la recherche publique pour le développement de la société et demande un investissement majeur à la hauteur de ces enjeux.

**Au Ministère de la Justice**, la loi de programmation et de réforme pour la Justice éloigne les justiciables, surtout les plus en difficultés, de ce service public. La privatisation de certaines missions, le recours aux démarches informatiques, la fusion des tribunaux d'instances et de grandes instances et le recours toujours massif à l'incarcération au détriment des mesures de probation vont continuer de dégrader le service public de la justice. La FSU avec ses partenaires au sein du collectif *Justice des Enfants*, continuera à s'opposer avec force à l'abrogation de l'ordonnance de 45 régissant la justice des mineurs et à la promulgation du code de Justice Pénale des Mineur-es.

Dans le nouveau contexte imposé par la loi de transformation de la **Fonction publique**, la FSU doit tout mettre en œuvre pour continuer à aider les collègues dans leurs opérations de carrière avec la disparition de nombreuses compétences des CAP comme sur les questions d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail malgré la disparition programmée des CHSCT, et les mobiliser pour reconquérir les droits supprimés. L'attaque brutale contre les organisations syndicales de la Fonction publique doit en effet susciter une mobilisation militante pour, à l'inverse de l'objectif du gouvernement, défendre les droits des personnels, obtenir par d'autres modalités les garanties d'une gestion transparente des agent-es, maintenir et développer l'intervention sur les questions CHSCT dans le cadre de la nouvelle instance. C'est d'autant plus essentiel que la dégradation des conditions de travail amplifiée par la réforme de l'organisation territoriale de l'Etat, entraîne une réelle souffrance au travail pour les agent-es. La FSU mettra en œuvre des actions spécifiques avec les syndicats nationaux pour mettre en lumière la souffrance au travail dans la lignée de l'action du 6 novembre dernier.

La FSU poursuit son engagement dans le mouvement féministe. Elle continuera en particulier d'avancer ses revendications pour éradiquer les **inégalités professionnelles entre les femmes et les hommes**, dans la suite de sa signature du protocole pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans la fonction publique. Tout comme elle poursuit ses actions contre les violences faites aux femmes et la FSU poursuit également son engagement dans le mouvement « nous toutes » contre les violences faites aux femmes et les féminicides. Elle s'engage à faire du 8 mars une journée de convergence de ces luttes.

La FSU continue à dénoncer les conditions humanitaires et les atteintes aux droits dont sont victimes les **migrant-es**, elle leur apporte son soutien et s'engage à travailler dans la durée avec les organisations mobilisées et à interpeller le gouvernement sur ces questions afin d'apporter les réponses. La FSU tient à alerter sur la situation dramatique des mineur-es isolé-es étranger-ères ce n'est pas la stratégie de prévention et de protection de l'enfance enfin dévoilée en octobre 2019 et ses moyens dérisoires qui permettront d'améliorer les conditions de protection des enfants et des jeunes majeur-es. Parallèlement, la FSU tient à dénoncer fermement la politique particulièrement discriminante, stigmatisante et répressive dont les mineur-es et jeunes majeur-es isolé-es étranger-ères font l'objet sur le plan pénal : procédures accélérées, mesures de probation, enfermement parfois dès le premier délit et/ou pour des délits de subsistance.

Les personnels de deux lycées dans l'action se voient menacés de répression administrative. Au lycée Joliot Curie de Nanterre, l'article 1 a été utilisé. Au lycée Angela Davis de la Plaine (93), les professeur-es militant-es syndicaux se voient menacé-es dans la presse par leur Ministre de sanctions disciplinaires sans aucun motif établi. La FSU s'indigne des méthodes du Ministre. Aucune enquête administrative n'a été menée. Il refuse ainsi d'accorder la moindre confiance à des agent-es de l'Etat dévoué-es au service public d'éducation. La FSU, qui a toujours dénoncé la répression et les violences policières, dénonce cette attaque contre la liberté syndicale.

La FSU dénonce les interventions policières de plus en plus fréquentes aux abords des établissements scolaires et sur des campus universitaires, comme le 10 décembre à Brest, pour réprimer les mouvements de la jeunesse.

Porte-parole du collectif Justice et Vérité pour Adama, Assa Traoré vient d'être mise en examen sur instance des 3 gendarmes qu'elle a nommées en les accusant de la mort de son frère. Elle sera donc jugée pour diffamation avant même que n'ait lieu le procès des gendarmes mis en cause pour la mort de son frère. La FSU dénonce cet acharnement et demande l'arrêt des poursuites.

### **Dans l'immédiat...**

Le gouvernement a pris la responsabilité avec ses annonces du 11 décembre dernier, d'ouvrir une nouvelle séquence du rapport de force en niant les revendications exprimées massivement par les salarié-es et les jeunes. Il a pris la responsabilité d'ouvrir une nouvelle séquence du rapport de force. Il s'agit donc, maintenant, de poursuivre la mobilisation pour obtenir du gouvernement qu'il retire son projet de réforme des retraites, maintienne le Code des pensions et de la CNRACL.

Partout, les agent-es doivent débattre, dans toutes les réunions et assemblées générales organisées, pour amplifier cette lutte sous toutes ses formes : grève, y compris reconductible là où les salarié-es le décident, manifestations, initiatives locales. La FSU, engagée avec l'intersyndicale interprofessionnelle depuis le début, les appelle à faire du 17 décembre prochain une nouvelle journée de grève majoritaire et de mobilisation massive qui doit s'étendre à tous les secteurs.

La FSU appelle actifs-actives et retraité-es à poursuivre la mobilisation jusqu'à ce que le gouvernement réponde aux mobilisations en retirant son projet et ouvre des discussions pour une toute autre réforme. Elle appelle à participer à toutes les initiatives et actions qui seront décidées d'ici la fin de l'année. Face à l'obstination et aux provocations du gouvernement, la FSU proposera à l'intersyndicale interprofessionnelle les nouvelles mobilisations nécessaires d'ici la fin de l'année et dès janvier.

- La FSU soutient les initiatives des retraité-es, notamment dans la cadre du groupe des 9 et appelle à leur succès

- La FSU poursuit son engagement dans la campagne unitaire pour la signature en faveur d'un référendum sur la privatisation d'ADP (Aéroports de Paris).

- La FSU appelle à participer aux initiatives organisées le 18 décembre prochain pour la défense des migrant-es.

- La FSU réaffirme que dans la Fonction publique les emplois publics doivent être occupés par des agents titulaires

Elle organise une campagne contre la précarité et propose une nouvelle action au printemps prochain sous la forme d'une journée d'action pour obtenir à l'inverse de la politique l'arrêt du recours à des agent-es précaires, le respect et l'amélioration des droits et un plan de titularisation pour les non titulaires actuels. A cette occasion, la FSU dénonce la situation spécifique des contractuels dans les territoires outre-mer dont celles et ceux de la Fonction publique territoriale à la Réunion.

- La FSU porte depuis de nombreuses années son exigence de revalorisation salariale de l'ensemble des agent-es de la Fonction publique.

Elle exige : le dégel de la valeur du point d'indice, le rattrapage des pertes subies et l'amélioration des déroulements de carrière. Pour la FSU, les négociations sur les salaires doivent être clairement déconnectées de la question du projet de réforme des retraites. Elle engage poursuit pour cela sa campagne pour obtenir cette revalorisation salariale pour toutes et tous.

- La FSU appelle à la réussite de la journée de mobilisation du 8 mars pour la lutte en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle organisera au sein de la FSU un BDFN spécifique sur ce sujet.

- La FSU demande la relaxe et l'arrêt de toutes les poursuites à l'encontre de notre camarade Oliver Sillam, qui a été violemment interpellé à Nice, à l'issue d'une manifestation syndicale. Il est poursuivi pour un prétendu outrage et passe une première fois en procès le 19 décembre 2019. La FSU dénonce l'acharnement policier dont il est victime, et demande à tous ceux et toutes celles qui le peuvent de venir le soutenir à Nice le 19 décembre.